

## Tchad/A l'issue de la présidentielle du 10 avril Deby Itno : cinq ans de plus

AFP  
N'Djamena/Tchad

**La réélection du président sortant n'est pas à proprement parler une surprise. Ses adversaires n'en dénoncent pas moins un "hold-up électoral".**

LE chef de l'Etat tchadien Idriss Deby Itno, au pouvoir depuis 26 ans, a été réélu sans surprise pour un cinquième mandat au premier tour de la présidentielle du 10 avril avec 61,56% des voix, loin devant le chef de l'opposition, Saleh Kebzabo, qui dénonce un "hold-up électoral". Saleh Kebzabo arrive en effet en deuxième position avec seulement 12,80 % des voix, a annoncé jeudi soir la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Laoken Kourayo Medar, maire de Moundou, capitale économique située

dans le sud, est en troisième position avec 10,69 % des suffrages. Ces résultats provisoires doivent être avertisés dans un délai de 15 jours par le Conseil constitutionnel. Plus de six millions d'électeurs étaient inscrits et le taux de participation a été de 71,11 %. Au total, 13 candidats se présentaient à cette élection dont Idriss Deby, disposant des structures d'Etat et de moyens financiers nettement supérieurs à ses adversaires, était le grand favori. Sa victoire a été saluée par des coups de canon et des rafales de fusil automatique par les militants de son parti, le Mouvement patriotique du salut (MPS), qui s'étaient donné rendez-vous sur la vaste place de la Nation de N'Djamena, face au palais présidentiel. Toute la journée, comme d'ailleurs le jour du premier tour, la capitale a été quadrillée par nombre de policiers, de gendarmes et de bérêts rouges de la



Photo : AFP

**C'est par "un coup KO", comme l'avaient promis ses partisans, que le président sortant Idriss Deby Itno a triomphé de ses adversaires. Il s'apprête à inaugurer son 5e mandat.**

garde présidentielle, présents à tous les carrefours, a constaté l'AFP. Cette démonstration de force et d'intimidation d'un pouvoir omnipotent, qui ne supporte pas la contestation, s'illustre aussi par la victoire dès le premier tour d'Idriss Deby. Car, au vu du nombre de candidats, la question était surtout de savoir si Deby passerait au premier ou bien au second tour. Avant la publication des ré-

sultats, jeudi, huit candidats dont le chef de l'opposition avaient accusé le pouvoir de fraude et de "hold-up électoral", estimant qu'aucun candidat "ne peut l'emporter au premier tour" au vu des résultats dans les régions dont ils disent disposer. L'élection de Deby intervient au moment où plusieurs administrations, hôpitaux, écoles et universités sont en grève depuis de longues semaines : pour

des arriérés de salaires, de bourses, toujours pour les moyens de survie quotidienne. Mais la société civile n'a pas le droit de manifester pour une alternance démocratique. Pour avoir enfreint cette interdiction, quatre leaders de la société civile ont été emprisonnés trois semaines avant d'être condamnés à quatre mois de prison avec sursis. A cette lourde tension sociale, s'ajoute la menace d'attentats par les islamistes du groupe nigérian Boko Haram, qui ont frappé deux fois N'Djamena en 2015, et qui légitime d'autant plus l'imposant déploiement sécuritaire d'un régime guerrier qui, en 26 ans de pouvoir, s'est maintenu par les armes. Malgré la manne pétrolière depuis 2003, le Tchad est classé par l'Onu parmi les cinq pays les plus pauvres au monde. Soixante-dix pour cent de ses 13 millions d'habitants sont analphabètes.

### Mali/Jihadistes

## Arrestation d'un Mauritanien qui serait lié à une série d'attentats

AFP  
Bamako/Mali

**Fawaz Ould Ahmeida, alias Ibahim numéro 10, "s'apprêtait à commettre un attentat sur des cibles occidentales ce week-end à Bamako".**

UN Mauritanien présenté comme impliqué dans les plus sanglantes attaques jihadistes au Mali depuis plus d'un an a été arrêté à Bamako, a-t-on appris hier de sources de sécurité maliennes, alors que ce type d'arrestations se multiplie dans le pays. L'homme, identifié comme Fawaz Ould Ahmeida, a été arrêté jeudi soir à Baco Djikoroni-Golf, quartier du sud-ouest de Bamako, par

les forces spéciales de la Sécurité d'Etat (SE, services du renseignement), ont indiqué ces sources à l'AFP, l'une d'elles précisant qu'il était surnommé "Ibrahim numéro 10". "Il s'apprêtait à commettre un attentat sur des cibles occidentales ce week-end à Bamako", a affirmé une des sources, sans plus de détail. D'après sa photo obtenue par plusieurs médias auprès de la SE, le suspect est un homme noir, de forte corpulence, avec les cheveux courts et une fine moustache. D'après les diverses sources de sécurité interrogées par l'AFP, il est l'auteur présumé de l'attaque anti-occidentale contre le restaurant-bar La Terrasse à Bamako le 7 mars 2015 (cinq morts), et a planifié les attentats contre l'hôtel



Photo : AFP

**Arrêté hier, le Mauritanien Fawaz Ould Ahmeida est soupçonné d'être l'auteur et le planificateur de plusieurs attentats au Mali.**

Le Byblos de Sévaré, près de Mopti en août 2015 (13 morts) et contre l'hôtel Radisson Blu de Bamako le 20 novembre 2016 (20 morts). Outre sa participation à ces attaques jihadistes, il serait

aussi impliqué dans celle menée le 21 mars contre l'hôtel Nord-Sud de Bamako, abritant la mission de l'Union européenne qui entraîne l'armée malienne (EUTM Mali). Un assaillant avait été tué et un autre était recherché depuis. Fawaz Ould Ahmeida "est le tireur de La Terrasse" et a "planifié" les attaques contre le Radisson à Bamako, à Sévaré et contre l'hôtel Nord-Sud de Bamako, a affirmé une autre source de sécurité proche de l'enquête. De même source, il est vite "passé aux aveux après son arrestation", il "est arrivé à Bamako le 16 avril pour commettre d'autres attentats" au Mali, où "il a séjourné plusieurs fois sans être repéré". Dans un message le 8 avril, l'ambassade américaine avait affirmé avoir "reçu

des informations sur des menaces de potentielles attaques terroristes visant des lieux associés à la communauté internationale à travers le Mali", exhortant ses ressortissants à redoubler de prudence. Ces dernières semaines, les forces maliennes ont annoncé l'arrestation de plusieurs importants jihadistes présumés. Parmi eux figure Alou Doumbia, appréhendé à Bamako le 16 avril, considéré comme "une des têtes pensantes" de l'attentat contre la station balnéaire ivoirienne de Grand-Bassam le 13 mars (19 morts), revendiqué par Aqmi. Souleymane Keïta, présenté comme le plus important chef jihadiste du sud du Mali, a également été arrêté, en mars à Sokolo, près de la frontière mauritanienne.

### L'Afrique en bref

- **Afrique du Sud/Corruption. Zuma blanchi par une commission d'enquête**  
Une commission d'enquête sud-africaine a blanchi le président Jacob Zuma et d'autres responsables gouvernementaux soupçonnés de corruption dans un contrat d'armement de plusieurs milliards de dollars impliquant notamment la société française Thales, a annoncé jeudi le chef de l'Etat.
- **Burundi/Troubles. Un officier tué à Bujumbura**  
Un officier de l'armée burundaise, le colonel Emmanuel Buzubona, issu des ex-rebelles hutu désormais au pouvoir mais critique vis-à-vis du régime actuel, a été tué par des hommes armés dans un quartier du nord de la capitale Bujumbura.
- **Mali/Enlèvement. Trois employés de la Croix-Rouge libérés "sans condition"**  
Trois collaborateurs du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) enlevés la semaine dernière dans le nord-est du Mali, et que le groupe jihadiste Ansar Dine affirmait retenir, ont été libérés, ont annoncé hier des responsables du CICR, un porte-parole précisant qu'ils ont été relâchés "sans condition".
- **Nigeria/Attentat. Sept morts dans le nord-est**  
Au moins sept personnes ont été tuées dans un attentat-suicide perpétré par deux femmes kamikazes près d'un camp de réfugiés dans le nord-est du Nigeria, ont indiqué hier l'armée et un milicien civil.

### A travers le monde

- **Belgique/Attentats. Bruxelles entre enquêtes et recueillement**  
  
Un mois après les attentats de Bruxelles, la Belgique a rendu hommage hier aux victimes (32 morts et 340 blessés) tout en s'efforçant de tirer les leçons de ces attaques sans précédent dont plusieurs auteurs sont désormais sous les verrous.
- **Irak/Conflit. L'aveu des Etats-Unis**  
Les frappes aériennes des Etats-Unis contre le groupe Etat islamique (EI) en Irak et en Syrie ont coûté la vie à 20 civils et en ont blessé 11 autres, entre septembre et février, a admis hier le Pentagone.
- **Syrie/Conflit. La trêve "en grand danger"**  
L'émissaire spécial de l'ONU pour la Syrie a estimé hier que la trêve sur le terrain était "en grand danger si nous ne réagissons pas rapidement" et a annoncé que les négociations de paix allaient se poursuivre jusqu'à mercredi.

### Maroc-Pays du Golfe/Sahara occidental

## Le Conseil de coopération du Golfe soutient la marocanité du Sahara

Synthèse LLIM  
Libreville/Gabon

LES monarchies du Golfe (Arabie saoudite, Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar et Emirats arabes unis), réunis mercredi et jeudi derniers à Ryad, ont exprimé leur soutien au Maroc sur la question du Sahara occidental

Conseil de coopération du Golfe (CCG) se sont unanimement exprimés sur la question du Sahara marocain : "les dirigeants du CCG ont réitéré leur position favorable à la marocanité du Sahara et leur soutien à l'initiative d'autonomie présentée par le Maroc, comme fondement de toute solution à ce différend régional artificiel". Par ailleurs, ils ont exprimé leur engagement à la défense commune de la sécurité et de la stabilité de

leurs pays, et au respect de la souveraineté des États, de leur intégrité territoriale, ainsi que le rejet de toute tentative visant à ébranler la sécurité et la stabilité et à répandre le séparatisme et la division, avec le dessein de la re-composition des cartes des pays ou de leur partition, au risque de menacer la paix et la sécurité régionale et internationale. Partant de ces constantes, les dirigeants des pays du Golfe ont soutenu que les

pays du CCG et le Royaume du Maroc constituent un bloc stratégique uni, dès lors que tout ce qui touche à la sécurité d'un État concerne la sécurité des autres. Dans son propos de circonstance, le roi Mohammed VI a exprimé sa reconnaissance envers les pays du Golfe qui défendent l'intégrité territoriale du Maroc. Rappelant qu'en 1975, lors de la Marche Verte lancée pour la récupération des provinces du

Sud, l'on notait déjà la participation des délégations d'Arabie Saoudite, du Koweït, du Qatar... Aussi a-t-il lancé un appel à l'endroit des différentes communautés sur "le problème du Sahara marocain, de toutes ses dimensions et de ses véritables dessous et leur rappeler que ce conflit, qui dure depuis plus de quarante ans, a fait de nombreuses victimes et occasionné d'importants coûts matériels".